



**Publication externe de poste vacant**

**50374854**

**Job Posting Title**

LEGAL EXPERT - Hybrid Court for South Sudan

**Date de début**

16.03.2018

**End Date**

17.04.2018

**Code de référence**

LEHCSS04

**Désignation de la fonction**

LEGAL EXPERT - Hybrid Court for South Sudan

**Organization**

Créée en tant qu'organisation continentale panafricaine unique en son genre, l'Union africaine est chargée de conduire le processus d'intégration rapide et de développement durable de l'Afrique par la promotion de l'unité, de la solidarité, de la cohésion et de la coopération entre les peuples et les États africains, ainsi que par l'établissement d'un nouveau partenariat avec les autres régions du monde. Le Siège de l'Union africaine est établi à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie.

Lors de sa 547<sup>ème</sup> session, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA s'est réuni au niveau des chefs d'État et de gouvernement à New York le 26 septembre 2015 pour prendre une décision sur les questions liées à la responsabilité concernant les violations graves des droits de l'homme et d'autres actes graves qui ont été commis dans le cadre du conflit interne qui déchire le Soudan du Sud depuis le 15 décembre 2013. Le Conseil a approuvé la création par la Commission de l'Union africaine d'un tribunal hybride indépendant appelé Cour hybride pour le Soudan du Sud (HCSS) contrôlé et dirigé par les Africains pour répondre aux besoins de justice et de responsabilité du Soudan du Sud engendrés par les violations graves des droits de l'homme et d'autres exactions graves.

Dans l'ensemble, le projet sera coordonné par le Bureau du Conseiller juridique conformément au mandat que lui a confié le président de la Commission de l'UA. En conséquence, le Bureau du Conseiller juridique sera le centre de coordination pour la mise en œuvre globale du projet. L'expert juridique sera basé à Addis-Abeba (Éthiopie), au siège de la Commission de l'UA. Cependant, le titulaire est susceptible de voyager souvent pour des missions sur le terrain.

**Service**

POSTE :

Intitulé du poste : Expert juridique, Cour hybride du Soudan du Sud  
Grade : P4  
Superviseur : Coordinateur de projet  
Lieu d'affectation : Addis-Abeba (Éthiopie)  
Nombre de postes : 1

## **Tâches**

### **PRINCIPALES FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS**

Sous la supervision générale du coordinateur de projet, l'expert juridique assumera les tâches suivantes :

- Rédiger les textes juridiques de la Cour hybride, en particulier son Statut, l'accord à conclure avec le gouvernement du Soudan du Sud, le règlement de procédure et de preuve, l'accord de siège, le code de conduite professionnelle, des documents politiques en matière de protection et de soutien aux victimes et d'autres documents juridiques et politiques connexes ;
- Fournir au projet des conseils juridiques spécialisés sur la justice pénale internationale, et sur les lois et les principes y relatifs ;
- Mener des travaux de recherche sur le système de justice pénale du Soudan du Sud ;
- Rédiger un modèle de code pénal et un modèle de procédure pénale à l'intention du système de justice pénale du Soudan du Sud ;
- Préparer des avis juridiques et des notes d'information sur diverses questions relatives à la justice pénale internationale et sur les questions administratives liées au projet ;
- Fournir des conseils d'expert sur la création de la Cour hybride en tant que mécanisme de justice pénale régional contrôlé et dirigé par des Africains ; et
- S'acquitter de tout autre tâche, selon les besoins.

## **Exigences**

### **1. QUALIFICATIONS ACADÉMIQUES ET EXPÉRIENCE REQUISES**

Le candidat doit être titulaire d'un Master universitaire en droit international, droit pénal international ou dans un domaine connexe, avec 7 ans d'expérience dans le domaine du droit pénal national et de la justice transitionnelle en tant que spécialiste ou expert.

OU

Il doit être titulaire d'une Licence universitaire en droit international, droit pénal international ou dans un domaine connexe, avec 12 ans d'expérience acquise progressivement dans le domaine du droit pénal national et de la justice transitionnelle, dont 7 ans en tant que spécialiste ou expert.

### **2. AUTRES APTITUDES PERTINENTES**

- Une aptitude avérée à rédiger des textes juridiques de haute qualité et d'autres documents de nature juridique est exigée ;
- De solides compétences en matière d'élaboration de documents juridiques complexes, y compris des avis juridiques confidentiels et des protocoles d'accord, ainsi qu'une aptitude avérée dans la conduite de négociation relative à des projets et programmes complexes ;
- Capacité à traiter des questions sensibles dans le cadre d'un environnement multiculturel et à établir des relations professionnelles avec les collègues ;
- D'excellentes compétences en communication écrite et verbale en anglais ;
- Capacité à se servir des applications Microsoft Office standard.

### 3. CONNAISSANCES DES LANGUES

La maîtrise de l'anglais est requise. Une connaissance pratique de l'une des autres langues de l'Union africaine (français, arabe ou portugais) serait un atout.

### 4. DURÉE DU CONTRAT

L'engagement à ce poste se fait sur la base d'un contrat à durée déterminée pour une période de 1 an, dont les 3 premiers mois seront considérés comme une période probatoire. Par la suite, le contrat est renouvelable pour une période similaire d'un an, sous réserve de résultats satisfaisants et de la disponibilité des fonds.

### 5. ÉGALITÉ DES CHANCES

La Commission de l'Union africaine est un employeur qui donne l'égalité de chances aux hommes et aux femmes, et les femmes qualifiées sont vivement encouragées à soumettre leurs candidatures.

### 6. RÉMUNÉRATION

Le salaire correspondant à cette fonction est une somme forfaitaire mensuelle de 9 245,96 \$ EU (P4 Échelon 5) toutes indemnités incluses, conformément aux règlements régissant les fonctionnaires internationaux de la Commission de l'Union africaine et de 7 739,00 \$ EU toutes indemnités incluses, conformément aux règlements régissant les fonctionnaires locaux de la Commission.

### 7. COMMENT SOUMETTRE SA CANDIDATURE

Les dossiers de candidature, qui doivent parvenir à la Commission au plus tard le 17 Avril 2018, sont à envoyer à l'adresse du Site de recrutement en ligne de la Commission de l'UA <http://www.aucareers.org>

Les candidatures déposées font l'objet d'une présélection automatisée selon les critères d'évaluation publiés de l'Avis de vacance de poste et sur la base des informations fournies par les candidats. Concernant les exigences de l'Avis de vacance de poste, les candidats doivent fournir des informations complètes et exactes relatives à leurs qualifications, y compris leur formation, leur expérience professionnelle et leurs connaissances linguistiques. Chaque candidat doit garder à l'esprit que tout dépôt de candidatures incomplètes ou incorrectes peut les rendre irrecevables dans le cadre du poste vacant. Une présélection et une évaluation des candidatures seront effectuées en fonction des informations fournies. Une fois déposées, les candidatures ne peuvent pas être modifiées. Les personnes dont la candidature est retenue pour la sélection feront l'objet d'une procédure de vérification des références afin de s'assurer de l'exactitude des informations fournies dans la candidature.

Direction de l'Administration et de la Gestion des Ressources humaines  
Commission de l'Union africaine  
Addis-Abeba (Éthiopie)

#### *Type de contrat*

Court terme

#### *Taux d'activité*

Temps plein

*Établissement*

Headquarters